

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU 12 SEPTEMBRE 2019 UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DES INÉGALITÉS

La « *tendance élitiste et austéritaire, qui a déjà conduit à une baisse de 10 % de la dépense par étudiant entre 2007 et 2017 (alors même que l'on ne parle que d'économie de la connaissance, d'innovation, etc.), risque fort de s'aggraver dans le quinquennat qui vient, si l'on en juge par certains programmes* » (Thomas Piketty – « De l'inégalité en France » 18 avril 2017). Nous y voilà...

Cette rentrée marque une étape supplémentaire dans le démantèlement du service public

La Ministre F. Vidal l'a affirmé haut et fort devant la CPU : le temps est venu d'aller toujours plus loin dans « l'autonomie » des établissements, pour plus de « souplesse », et de généraliser le dialogue de gestion aux établissements de plus de 2500 étudiant.es. La négociation opaque sans critères nationaux objectifs deviendrait donc la norme. Déjà la baisse du financement par étudiant.e est une réalité et le taux d'encadrement calculé à partir du nombre d'emplois alloués aux établissements (enseignant.es-chercheur.es, enseignant.es et personnels BIATSS pour 100 étudiant.es) régresse : 8,9 en 2018 contre 9,8 en 2013. Ce qui veut dire que la hausse des effectifs étudiants (plus 170 000) sur la même période n'a pas été compensée. Elle représente un sous-financement, c'est-à-dire une économie de 3,2 Mds € (source : Calviac, 2019) aux dépens des personnels et des étudiant.es.

Les regroupements en cours, certains rendus possibles par l'ordonnance de décembre 2018, accentuent encore ce processus. Le SNESUP-FSU a d'ores et déjà exprimé la nécessité d'un moratoire pour éviter le désastre de ces expérimentations alors que la CPU réclame la généralisation de ces expérimentations à tous les établissements, faisant fi de leurs conséquences néfastes sur les personnels, les formations et la démocratie universitaires.

Cette rentrée ne sera pas celle de l'augmentation, attendue, des salaires ni des pensions

Elle est encore marquée par le gel du point d'indice (deux mois et demi de salaires perdus par an en 20 ans) et par le projet d'une « réforme » des retraites qui veut détruire les retraites publiques basées sur la solidarité et la répartition. Cette réforme favorise le développement des fonds de pension au profit des assureurs privés : celle-ci fait déjà présager, selon la valeur du point, une perte de 2 à 4 mois de pension.

Concernant les établissements, ceux-ci, financièrement exsangues, privilégient les vacations et les heures supplémentaires plutôt que de recruter des titulaires. En outre ces heures sont payées à un niveau indécent (le SMIC voire moins : une « anomalie »

française !) et les emplois contractuels fleurissent avec des salaires tout aussi indécents. La précarité se généralise et touche particulièrement nos jeunes collègues. Les primes sont une fausse solution cachant la misère, puisqu'elles concerneront seulement 20 % des personnels jugés « méritant.es ». Quid des 80 % restant ?

Cette rentrée rime avec toujours plus d'austérité et d'inégalités

Parcoursup pérennise la sélection sociale à l'entrée dans l'enseignement supérieur : « bac pro » et « bac techno », disparaissent progressivement des amphithéâtres.

L'augmentation scandaleuse des droits d'inscription pour les étudiant.es étranger.es a amené les universités à faire de la « résistance ». Seules quatre universités selon la CPU mais sept selon le ministère ont décidé de ne pas systématiquement exonérer les étudiant.es étranger.es des frais différenciés.

Nos métiers sont bafoués : avec la baisse des volumes horaires de formation [ex. de Montpellier¹], les collègues sont confronté.es à des choix cornéliens qui mettent à mal leur conception du métier. La dépense intérieure par étudiant.e a baissé de 10 % entre 2007 et 2017 pour tomber à environ 9000 € en 2018, moyenne qui dissimule des écarts importants entre, par exemple, les universités et les écoles d'ingénieur.es. La hausse du nombre d'étudiant.es (plus 187 000 inscrit.es à l'université entre 2010 et 2016) dans un contexte d'austérité budgétaire explique cette baisse de la dépense par étudiant.e².

Pour la Recherche, la comparaison de la dépense pour l'ESR en France (1,46 %), mesurée en pourcentage du PIB, montre que la France est en train de « décrocher » par rapport aux autres pays de l'OCDE où la moyenne s'établit à 1,52 %. Les chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es français.es sont particulièrement malmené.es. Cet écart correspond, pour l'année 2015, à 1,1 Mds € et mesure la réalité du sous-financement de l'ESR public. Il doit être mis en perspective avec l'objectif d'une dépense de 2 % du PIB proposé par la STRANES.

Le SNESUP-FSU réaffirme son attachement à un service public de l'ESR, gratuit, de qualité, au service de toutes et tous, et exige pour ce faire un plan d'urgence. Sur la réforme des retraites, le SNESUP-FSU appelle ses adhérent.es et ses sections à organiser des assemblées générales et y participer pour décider des modalités d'action (grèves, manifestations, réunions publiques...) dès maintenant et en particulier le mardi 24/09.

Le SNESUP-FSU appelle à s'engager dans les actions durant la semaine de mobilisation du 20 au 27 septembre pour le climat et une transition écologique socialement juste. Il appelle à participer à la journée de grève mondiale pour le climat du 20 septembre et à ne pas pénaliser les étudiant.es qui s'y engageront (<https://fr.globalclimatestrike.net/>).

1 <https://snesup.fr/article/universite-de-montpellier-reduction-drastique-des-volumes-horaires-la-faculte-des-sciences-position-de-la-section-snesup-fsu-campus-triolet-6-septembre-2019>

2 Calviac S. (2019). « Le financement des universités : évolutions et enjeux », *Revue française d'administration publique*, no 169, p. 51-68.

SUIVEZ-NOUS !



[HTTPS://WWW.FACEBOOK.COM/SNESUPFSU/](https://www.facebook.com/SNESUPFSU/)



[HTTPS://TWITTER.COM/SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)